

Quand l'agro-écologie tisse des « liens qui libèrent » : une expérience colombienne

Par *Anna Bednik*

Paru dans Franck Gaudichaud (dir.), *Amériques latines : émancipations en construction*, Cahiers de l'émancipation, Syllepse, janvier 2013

La globalisation du capitalisme uniformise les territoires, s'insinue dans tous les domaines de la vie, instille dans les esprits l'utilitarisme et la logique de domination et détruit peu à peu les autres formes d'inscription dans le monde. Sa progression exige toujours davantage : de plus en plus d'activités génératrices de profit et d'inégalités qui rendent ce profit possible, toujours plus de matières premières à offrir aux exigences – assidûment croissantes – d'une humanité en passe de devenir un appendice de la machine économique et transformant toute forme d'existant en ressource exploitable.

De nombreux chemins peuvent mener à ce même résultat. En Colombie, où, comme dans d'autres pays de la région, le néolibéralisme s'est enraciné au cours des trois dernières décennies, la redéfinition des scénarios sociaux et productifs est aussi allée de pair avec « toujours plus de violence ». Appliquant à la lettre la doctrine de la guerre antisubversive contre les guérillas communistes qui le défient depuis bientôt 50 ans, l'Etat a laissé le pays à la merci de groupes paramilitaires¹. Sous-traitants de la guerre sale pour l'armée régulière, mercenaires de « sécurité » et de coercition pour ceux qui ont des intérêts à défendre et de l'argent pour payer, ces derniers se sont progressivement affirmés comme de nouvelles élites locales et régionales. Leur autonomie et leur pouvoir ont grandi, tout comme leur faculté à s'imposer aux différents échelons de l'Etat. Financés en grande partie par des capitaux illicites (issus du narcotrafic, des extorsions, de la contrebande, etc.), ils ont aussi étendu leur emprise sur des secteurs d'activité classiques, jusqu'à construire dans les régions sous leur domination de véritables « *Etats territoriaux et économies privées* » (Medina Gallego 2008:136). L'expansion du paramilitarisme a renforcé le modèle de latifundio et favorisé l'extension des activités stratégiques pour les capitaux (locaux comme transnationaux): culture de la coca, élevage extensif, agriculture transgénique et agro-combustibles, monocultures forestières, exploitations minière et pétrolière, mégaprojets «de développement».

Les campagnes ont été transformées en champs de tir. Terrain de la chasse à « l'ennemi intérieur » (bases présumées des guérillas), elles sont aussi au centre des ambitions d'accaparement des terres, de contrôle des ressources et des territoires. Résultat : la Colombie affiche un triste record mondial. Elle compte plus de déplacés par la violence que le Soudan, l'Iraq, la Somalie ou l'Afghanistan. 5,4 millions de personnes – paysans, indigènes, afro-colombiens...- ont dû quitter leurs terres et leurs maisons, victimes d'expulsions et d'expropriations, cédant à la terreur faite de menaces, d'assassinats, de disparitions, de tortures et de massacres, privées de leurs moyens de subsistance ou forcées au départ par la déprédation de leurs milieux de vie (CODHES 2012)². Aujourd'hui, 93% des agriculteurs ne possèdent plus que 18% des terres cultivables (Angulo Novoa 2011). Les perspectives et les marges d'action semblent nulles dans cette Colombie rurale, marquée par la loi du silence et l'impunité. Pourtant, tout observateur qui l'aura parcourue sera surpris d'y voir un foisonnement d'expériences locales de construction d'autonomie, où, au milieu de l'asphyxie imposée, se développe une vitalité qui pousse à construire et à assumer sa différence, empêche de sombrer dans le fatalisme,

¹ Javier Giraldo Moreno situe la naissance du paramilitarisme en 1962 et la lie à la venue en Colombie d'une mission de l'Ecole de Guerre Spéciale de Fort Bragg (Etats-Unis). La version plus courante fait commencer l'histoire du phénomène au début des années 1980, avec la politique de Belisario Betancur.

² INDEPAZ (Otero 2007) estime à 90 000 le nombre de morts dus au conflit armé entre 1964 et 2007. Il recense aussi 48 585 séquestrations et 4270 massacres. CINEP dénombre 1700 « faux positifs » (civils abattus par l'armée et présentés comme membres des guérillas) de 1988 à 2011. Selon l'ACNUDH, en octobre 2011, il y avait 16.884 « disparus forcés ». La démobilisation du principal réseau paramilitaire (Autodéfenses Unies de Colombie) durant la présidence d'Álvaro Uribe Vélez (2002-2010) n'a fait qu'accentuer le chaos. Elle a permis de légaliser une partie des acteurs et des capitaux, mais le décompte des victimes civiles ne s'est pas arrêté : de nouvelles bandes armées, appelées par l'Etat « les Bacrim » (bandes criminelles), en grande partie héritières des AUC mais encore moins contrôlables que ces dernières, continuent à faire régner la terreur. Elles sont notamment présentes dans la région du Bas Sinú dont il est question dans cet article.

refuse l'absence d'alternative. L'histoire des « paysans-pêcheurs » du Bas-Sinú retrace une de ces expériences étonnantes.

Chronique d'un arrachement

«Terre enchantée des eaux». Ainsi appelaient leur territoire les indigènes Zenúes, dont la culture s'est maintenue dans les vallées des fleuves Sinú, San Jorge, Cauca et Nechi pendant près de 2000 ans. Dans l'écorégion du Bas Sinú, la plus atlantique de l'actuel département de Córdoba, les frontières entre la terre et l'eau fluctuent au gré des crues saisonnières et des méandres du grand fleuve qui rencontre la mer. Rien qu'au cours de ces deux derniers siècles, l'embouchure a changé d'emplacement trois fois, en modelant un territoire fascinant, composé à 35% de zones humides - estuariennes, marines, marécageuses et fluviales - interconnectées et étroitement articulées à la dynamique du fleuve. L'eau donne la terre, l'eau la reprend. Les Zenúes avaient su s'adapter à cette géographie particulière. En évoluant avec le fleuve, au bord des eaux et sur ces terres tantôt immergées, tantôt à découvert, ils ont construit une « culture amphibie » (Fals Borda 2002). Artisans, orfèvres, chasseurs, pêcheurs, mais aussi agriculteurs, ils savaient se protéger des crues hivernales : grâce à d'ingénieux systèmes de terre-pleins et de canaux, ils amplifiaient la capacité naturelle des marais d'absorber les surplus d'eau et ralentissaient les flots pour fertiliser les grèves, cultivées en été. Durant la colonisation espagnole, puis la République, la population s'est métissée, mais a continué, en bonne partie, à vivre par le fleuve et avec lui. Descendants de Zenúes, d'Européens et d'Arabes, Afro-colombiens, métisses, tous se sont fondus dans la culture du lieu, en apprenant, siècle après siècle, à adapter leurs pratiques sociales à l'écosystème mouvant, *« jusqu'à former un système "physico-culturel" indépendant, dans lequel les relations de production, les mythes et l'organisation se sont synchronisés avec les cycles naturels »* (ASPROCIG 2005 :1).

Ainsi, même quand, au XIX^{ème} siècle, l'élevage extensif et l'agro-industrie naissante ont accaparé les bonnes terres en poussant les habitants du Bas Sinú à se contenter d'espaces réduits aux rives et aux marais, la vie continuait, grâce au fleuve : il désalinisait les sols du delta, amenait des matériaux et des engrais, peuplait les zones humides de poissons. Mais bientôt ces « terres liquides » deviennent à leur tour objet de convoitise. Elles sont vouées à être asséchées pour devenir « cultivables ». Les premiers travaux, menés pendant la décennie 1960, destinent les parcelles gagnées sur l'eau à la production de matières premières pour les industries (textile et agro-alimentaire) du département voisin d'Antioquia. Puis, dans les années 1980-1990, les appétits se déchaînent: le Bas Sinú accueille des élevages industriels de crevettes, des monocultures d'arbres (utilisées aujourd'hui dans le cadre de projets de « compensation carbone »), l'exploitation de ferronickel et de charbon, des infrastructures touristiques, et aussi, par la suite, des cultures transgéniques et des plantations de palme africaine pour la production d'agro-combustibles. Le tout s'accompagne d'une seconde vague d'occupation et d'assèchement des zones humides. Alimentée par les capitaux du cartel de Medellín et escortée par la violence paramilitaire, celle-ci laisse 90% des terres de la vallée alluviale (y compris celles des zones humides) entre les mains de 15% de propriétaires³.

Ces mutations s'articulent avec la stratégie de l'Etat, qui entend agro-industrialiser la région et l'insérer dans les marchés régionaux et mondiaux. Pour ce faire, le « Plan Majeur de Développement Intégral du Bassin Hydrographique du fleuve Sinú », élaboré dans les années 1990, prévoit une déferlante de mégaprojets : un port en eaux profondes, les infrastructures pour 15 grandes zones d'irrigation, une connexion routière avec la région d'Urabá, et, avant tout – car rien n'est possible sans énergie – la construction de deux centrales hydroélectriques. La première, Urrá I, avec ses 340 MW de capacité installée et un barrage de 1,3 kilomètre de longueur sur 73 mètres de hauteur, a été mise en fonctionnement en 1999⁴.

De toutes les réalisations humaines récentes, c'est Urrá I qui a le plus transformé la région. La déviation du fleuve (afin de remplir un réservoir de 7400 hectares) a altéré la dynamique du bassin hydrographique, en

³ Estimation fournie par ASPROCIG sur la base des données du gouvernement.

⁴ La construction d'Urrá I a été conduite par le consortium suédo-colombien Skanska-Conciviles. La deuxième centrale prévue par le Plan Maestro, Urrá II - Projet Sinú, devait avoir sa zone de remplissage sur des terres habitées par des indigènes Embera Katio. Sa construction est pour l'instant paralysée.

bouleversant la régulation naturelle des zones humides et la vie de ceux qui en dépendaient. Diminution du flux d'eau douce vers l'estuaire et augmentation de la salinité, réduction des superficies marécageuses (converties peu à peu en l'estuaire), disparition des zones humides fluviales, détérioration des zones des mangroves et perte générale de biodiversité : ce ne sont que quelques-unes des conséquences dont les organisations populaires du Bas Sinú tiennent Urrá I pour responsable.

L'économie locale a été détruite. La mise en fonctionnement du barrage a provoqué l'expansion de l'estuaire et a fait chuter la fertilité des sols du delta, où près de 2500 familles cultivaient du riz pendant les crues et des haricots en saison sèche. Les cycles saisonniers ont été remplacés par des variations du niveau de l'eau déterminées par la demande d'énergie, en désarticulant encore plus l'agriculture. La déforestation de la zone du réservoir a accéléré la sédimentation des canaux de communication entre le fleuve et les zones humides, en perturbant le repeuplement de ces dernières par les poissons rhéophiles⁵. Urrá a aussi fait disparaître le bocachico, principale espèce de valeur commerciale et base du régime alimentaire au Bas Sinú : il se reproduisait en amont du barrage et n'a pas pu remonter les tunnels qui ont canalisé le fleuve. « *Plus de 60 000 familles vivaient de la pêche artisanale. C'était la principale source de travail et de subsistance* », José Martínez García, ancien pêcheur qui vit toujours dans la bourgade d'El Playon sur la rive gauche du Sinú, s'en souvient avec amertume : « *tout cela a disparu, en provoquant un énorme traumatisme. Beaucoup sont partis, chercher du travail dans des villes proches, à Barranquilla, au Venezuela... Il y a eu un grand exode – pour survivre.* »⁶ Les revenus des pêcheurs artisanaux ont chuté de 80%. Ne pouvant vivre ni de la terre, ni de l'eau, 40 % des 16 - 37 ans ont dû quitter la région (ASPROCIG 2002). Pour pouvoir rester, il fallait trouver une alternative.

Récréer des « systèmes de vie »

Aujourd'hui, José Martínez est fier de faire visiter la cour de sa maison, d'une quarantaine de mètres carrés à peine et entièrement recouverte de plantes. Herbes, arbres, arbustes, chaque plante a une fonction, nous explique-t-il : « *c'est un "agroécosystème" et, comme tout "agroécosystème", il réunit six groupes d'espèces végétales: les énergétiques, les médicinales, les ornementales - leurs fleurs occupent les insectes -, les fruits, les légumes et les productrices-protectrices, qui fournissent les nutriments, le matériel pour construire les meubles et les clôtures. Les engrais sont naturels, produits sur place. Un "agroécosystème" est un système de vie. Le nôtre comprend aussi les animaux - poules et cochons - et enfin, nous-mêmes.* » Comme 3360 autres personnes (672 familles), José Martínez fait partie d'un des 34 groupes affiliés à l'Association de Producteurs pour le Développement Communautaire de la Ciénaga Grande du Bas Sinú (ASPROCIG). Cette dernière fédère les organisations de « paysans, pêcheurs et indigènes » des différentes localités du delta et des deux rives du fleuve autour d'un projet de « développement rural territorial » par l'agro-écologie. 46 autres groupes (1068 familles, 5340 personnes) ont le statut de « reliés » : ils sont en cours de conversion et peuvent rejoindre l'association par le biais d'une « certification de confiance »⁷.

Les « agroécosystèmes individuels » s'installent dans les cours des maisons. « *C'est impressionnant ce que si peu de terre peut produire quand on lui consacre du temps!* », s'émerveille l'enthousiaste secrétaire d'ASPROCIG, Antonio Rodríguez Altamiranda. Ici, 60 mètres carrés bien utilisés suffisent à nourrir une famille. Silvana Cuadrado vit avec son mari dans le hameau de la Pareja, dans la zone du delta. Elle est membre d'un des groupes locaux et ne le regrette pas : « *Avant, je travaillais comme domestique, tous les jours, de 5h de matin à 14h, et pour compléter mes revenus je tenais aussi un petit commerce en ville. Aujourd'hui, je me consacre exclusivement à notre agroécosystème. Ce petit lopin de terre, il nous donne tout. Il n'y a que la viande de bœuf, le sucre, le café et les vêtements que nous achetons à l'extérieur.* »

⁵ Poissons qui évoluent dans les zones de courant.

⁶ Tous les propos cités proviennent d'entretiens conduits dans le Bas Sinú au printemps 2010.

⁷ Données de juin 2012, fournies par ASPROCIG.

Chaque groupe local (au minimum 10 familles) exploite aussi une parcelle plus grande (à partir de 2500 mètres carrés), où l'espace est suffisant pour la culture du riz et pour la pisciculture. Au Playón, le terrain collectif de 10 hectares, partagé entre 30 familles, abrite quatre grands étangs aux berges cultivées. Ici, parmi d'autres espèces, on élève le bocachico, disparu de son milieu naturel. Pour José Martínez, ce poisson est bien plus qu'une source de protéines : « *Avant, El Playón vivait à 100% de la pêche artisanale. Grâce à ces piscines d'élevage, nous maintenons notre mémoire de pêcheurs.* »

La production des « agroécosystèmes » assure avant tout l'alimentation des familles. Quand l'excédent existe, il est soit échangé directement dans la communauté (troc), soit vendu à des tiers à travers le système de commercialisation d'ASPROCIG. Une fois par semaine, l'entrée du bureau de l'association à Santa Cruz de Lorica, la « capitale » du Bas Sinú, se transforme en marché, où une centaine de familles de la ville viennent faire leurs achats. Les produits - manioc, igname, aubergines, tomates, maracuja, corossols, papayes, mangues, bananes, pastèques, ananas, goyave, noix de coco, riz, maïs, haricots, œufs, volaille, poisson – portent tous sur eux, griffonné au marqueur, le nom de la famille productrice.

Pour organiser leur travail, les membres de l'association suivent une méthodologie développée collectivement et en permanence ajustée dans les 20 « spirales agro-écologiques », « *espaces de génération de connaissances par le dialogue des savoirs et les réflexions sur les actions réalisées* » (ASPROCIG 2006). Meilleure utilisation du sol, engrais naturels, récupération et conservation des semences natives, alimentation des poissons - dans tous les domaines, ils n'appliquent pas passivement des pratiques éprouvées, mais expérimentent et apprennent en faisant et en échangeant avec d'autres.

Apprendre, il le faut aussi pour protéger l'équilibre qu'ils ont réussi à construire. « *Quand Urrá produit de l'énergie, le fleuve monte, quand ils arrêtent, les eaux baissent de suite. Ces variations fréquentes font s'écrouler les rives, l'eau entre dans les communautés, inonde, des maisons s'effondrent...* », Naudel González Madera, actuel président d'ASPROCIG, explique que pour renforcer les berges, ensemble avec les écoliers de la zone, ils plantent des arbres aux racines profondes, en recréant des « forêts-galeries ». La priorité en ce moment est d'adapter les « agroécosystèmes » aux nouvelles conditions climatiques et avant tout aux inondations, qui sont devenues imprévisibles et dont le nombre et l'ampleur ont augmenté. « *Les crues artificielles produites par Urrá saturent ce qui reste des zones humides et les rendent moins aptes à absorber le surplus d'eau* ». Le barrage d'Urrá n'était-il pas censé aussi « réguler » le fleuve pour contrôler les débordements? Si, sourit Patricio Payares, lui aussi membre d'ASPROCIG : « *Urrá a régulé le fleuve : il a fait entrer de l'eau de mer pour rendre la zone "apte" à accueillir l'industrie de la crevette* ».

Il est difficile de ne pas baisser les bras devant l'immensité de la tâche. L'assèchement des zones humides continue, notamment au moyen de digues construites par les éleveurs et les cultivateurs de maïs et de coton transgéniques. 23 000 hectares de zones humides ont déjà disparu (ASPROCIG 2010). « *Pour eux, en finir avec les marais, c'est du "développement". L'eau ne produit rien, l'eau ne sert à rien, l'eau gêne. Pour nous, qui avons vécu avec l'eau depuis des générations, c'est la mort : la relation s'interrompt* », constate Naudel González.

Construire, c'est résister

Au départ, les habitants du Bas Sinú se sont battus contre le projet d'Urrá. Ils sont passés par « *une stratégie de choc* », raconte José Martínez : blocage de routes, occupations de mairies, marches pour exiger l'arrêt du projet. Mais ces formes d'action ne pouvaient pas perdurer. « *Nous ne sommes pas seuls sur le territoire. Il a fallu trouver une façon de travailler sans nous heurter avec les paramilitaires.* » Si accepter pareille limitation implique une dose certaine d'humilité, ce n'est pas pour autant un aveu d'impuissance. L'héroïsme de l'affrontement est toujours plus spectaculaire, mais, en disparaissant, les héros laissent un vide. Dans le Bas Sinú, la confrontation directe supposait risquer des vies et la destruction du peu de paix qui subsistait encore. En même temps, il y avait urgence : trouver comment survivre, ou partir. Les paysans-pêcheurs ont donc choisi d'agir là où ils « avaient prise » : construire en parallèle à l'oppression qu'ils ne pouvaient pas renverser

directement, en se gardant de franchir la ligne rouge au-delà de laquelle la possibilité-même de pouvoir agir serait détruite. C'était l'unique façon de ne pas se condamner au désespoir. Comme le résume Juan-José López Negrete, membre de « l'équipe d'appui » à qui la stratégie d'ASPROCIG doit beaucoup : « *après 50 ans de conflit, construire est le seul choix qui reste.* »

Toutefois, certaines luttes ont pu être gagnées. Les paysans-pêcheurs ont par exemple réussi à empêcher l'extension des élevages de crevettes et à préserver une bonne partie des mangroves de la baie de Cispatá⁸. Quant à la centrale d'Urrá I, la Cour Constitutionnelle a reconnu que cette dernière avait violé les droits des communautés locales à un environnement sain et à la participation. Elle a également ordonné à l'Etat de protéger les zones humides, ce qui a permis à ASPROCIG d'obtenir un financement partiel de ses projets de pisciculture. Les victimes du barrage n'ont pour autant rien oublié : « *Nous ne parlons jamais de compensation. Notre grand rêve est de voir un jour le fleuve libéré, de démanteler Urrá, poursuit Juan-José López, faire un concubinage avec Urrá, c'est impossible. Vivre avec oui, vivre ensemble, non. [...] Un plan d'action concret ? Oui, nous en avons un. "Démanteler", ce n'est pas poser des bombes, c'est reconstruire une conscience du fleuve, réussir à avoir une vie digne à partir du fleuve et de l'eau. [...] C'est faire de la sorte qu'ils aient tellement honte de cette chose, qu'eux-mêmes décident de l'arrêter. Qu'ils se rendent compte que nous n'avons pas besoin qu'ils viennent nous sortir de la pauvreté. Que nous sommes libres, de créer, de penser, de vivre, de rêver, de bâtir notre propre modèle, d'être heureux avec notre modèle. [...] Peut-être que ce processus prendra 100 ans. Ou plus. Mais l'important est ce qui est en train de se construire.* »

Ce qui se construit, ce sont d'abord des solutions concrètes pour ceux que le barrage a brutalement privés de leurs moyens de subsistance. Au-delà de résoudre le problème de départ, le système mis en place a prodigieusement amélioré l'autonomie des habitants de la région, leur permettant de produire (sans avoir besoin d'acheter de produits chimiques), de s'alimenter et même de générer des revenus, en les affranchissant aussi, du moins en partie, de la nécessité de travailler pour le compte d'un tiers.

Par leur auto-organisation, ils ont surtout gagné la liberté de se maintenir chez eux. « *Nous, qui sommes restés ici, nous sommes d'ici, nous sommes nés ici, la valeur de ce processus est là* », confie Patricio Payares. « Etre d'ici », pour eux, c'est « être eux ». Même privés de terre et de ressources, ils n'ont pas voulu devenir autre chose. Naudel González est formel : « *La construction d'Urrá a provoqué une rupture très violente entre culture et territoire* ». Cette rupture a fait apparaître à quel point la symbiose entre les habitants du Bas Sinú et leur milieu était « physique », vitale et profondément structurante. En se coupant du fleuve et de ses écosystèmes, ils risquaient de perdre leur propre substance, leur identité, étroitement liée à cette relation façonnée par le long terme.

Il leur a donc fallu recomposer cette relation, détail par détail, sur de nouvelles bases. « *Le fleuve ne fonctionnait plus. Comment faire pour manger un bocachico ? Nous avons cherché à recréer ce qui avant était naturel, à le conserver pour ceux qui viendront après nous* », se rappelle José Martínez. Il a aussi fallu apprendre et inventer : beaucoup d'anciens pêcheurs sont devenus agriculteurs. Expérimenter l'agro-écologie les a conduits à renouer avec les pratiques agricoles ancestrales qui étaient en train de disparaître. Puis, alors que, selon de nombreux témoignages, la « désintégration » des communautés et des familles avait été vécue comme l'une des plus graves destructions provoquées par Urrá, le travail collectif les a aidés à retisser des liens entre eux.

Ce travail a permis de construire une « vision intégrale du territoire », du petit au grand, des familles et « agroécosystèmes individuels » à l'ensemble de leurs espaces de vie (ASPROCIG 2006). Dans cette vision, l'agro-écologie est bien plus qu'une technique de production. Elle est vécue « comme un tout », comme un « système de vie », une façon de penser les écosystèmes et de se penser en écosystème, car - en prenant note de cette formule glissée dans une conversation anodine par Manuela Díaz Ballesteros (l'ancienne présidente d'ASPROCIG) - pour eux, « la nature est culture ». Et vice versa.

⁸ Les mangroves purifient l'eau, stabilisent les zones côtières et sont fondamentales pour la reproduction de nombreuses espèces. Elles sont particulièrement menacées par l'industrie de la crevette qui profite du mélange naturel d'eau douce et d'eau salée des mangroves pour y installer ses piscines d'élevage.

Certes, mettre en pratique cette vision où le territoire est indissociable de ses habitants ne renverse pas les rapports de forces en présence. Territoire comme base d'un pouvoir féodal, territoire comme enclave économique à mettre à profit - ces logiques coexistent, s'imbriquent, dominant et continuent à se matérialiser. Mais, toute fragile qu'elle soit, l'expérience d'ASPROCIG a libéré la puissance d'agir de ceux qui auraient dû être condamnés à la paralysie, à fuir ou à disparaître. Fait remarquable, cette liberté, ils ne l'ont pas construite en s'affranchissant de leurs déterminismes. Au contraire, ils s'y sont ré-attachés et reliés: à leur milieu modifié et à leur territoire réduit, à leur identité maltraitée et à leur fleuve mutilé, aux autres et à eux-mêmes. Leur expérience a été, avant tout, de (ré)créer et de faire vivre ces liens. Des liens qui les constituent et qui leur donnent la force de construire. Des liens qui libèrent.

Bibliographie

Alejandro Angulo Novoa, *¿Un país de verdad?*, Bogotá, CINEP/PPP, Noviembre de 2011

ASPROCIG, *URRA I: Más que energía, un proyecto alienador*, II Panel Internacional "Energía para Sociedades Sustentables", Bogotá, Julio de 2002

ASPROCIG, *Experiencias locales de soberanía en medio del conflicto. Impactos en las comunidades campesinas*, Revista Semillas, n° 24/25, Agosto de 2005.

ASPROCIG, *Cultura y territorio. Diez años de trabajo en la cuenca baja del río Sinú*, El Molde Gráficas Ltda. Bogotá, 2006.

ASPROCIG, *Inundaciones en la cuenca baja del río Sinú afectan a miles de familias*, Santa Cruz de Lorica, Septiembre de 2010.

CINEP/PPP, Informe especial, *Falsos positivos 2010: clamor por la verdad y la justicia*, Bogotá, Mayo de 2011

CODHES, *Boletín de la Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento*, n° 79, Bogotá, Quito, Marzo de 2012

Edwin Cruz Rodriguez, "Los Estudios Sobre el paramilitarismo en Colombia", *Análisis político*, vol. 2 n° 60, Bogotá, Mayo/agosto de 2007

Orlando Fals Borda, *Historia doble de la Costa, Tomo 1, Mompox y Loba*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Banco de la República y El Áncora Editores, 2002

Javier Giraldo Moreno, *Conflicto y Derecho Internacional Humanitario en Colombia*, exposición, Universidad Carlos III de Madrid, Marzo de 2009.

Carlos Medina Gallego, *El narco-paramilitarismo. Lógicas y procesos en el desarrollo de un capitalismo criminal*, in *Capitalismo criminal: Ensayos críticos*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Febrero de 2008

OACNUDH, *Informe anual*, A/HRC/19/21/Add.3, Enero de 2011

Diego Otero, *Los costos de la Guerra*, Bogotá, INDEPAZ, Marzo de 2007

Tatiana Roa Avendaño, *Heridas en el territorio*, Quito, 2009.

Irene Salazar Mejía, *Lugar encantado de las aguas: Aspectos económicos de la Ciénaga Grande del Bajo Sinú*, *Documentos de trabajo sobre la Economía Regional*, n° 102, Junio de 2008

Joaquín Viloria de la Hoz, *La economía ganadera en el departamento de Córdoba*, *Documentos de Trabajo sobre Economía Regional*, n° 43, Marzo de 2004